



## COMMUNIQUE DE PRESSE

### Déclaration du Comité Régional Bretagne

## « La Bretagne navale » : Une histoire d'arrangements !

Un nouvel épisode du secteur naval Breton vient de se dérouler avec le rachat du chantier STX de Lanester par la filiale Kership du groupe Piriou.

Cette situation n'est pas le fruit d'un épisode de la vie économique et des lois « du marché », c'est une stratégie savamment calculée.

Pour réaliser « cette performance », il a d'abord fallu officialiser un plan social sacrifiant la moitié des effectifs du chantier du Rohu, sachant que la maison mère STX France débordait-et déborde toujours-de travail à St Nazaire.

Comme les actionnaires, industriels ou non, en ont rarement assez, ils arrivent à s'affranchir de nombre de situations en ayant recours à la puissance publique pour faire financer leurs « affaires ».

C'est encore le cas dans cet exemple de rachat puisque l'Etat, les collectivités territoriales mettent la main au portefeuille à la plus grande satisfaction de Mr Piriou, à qui, il a déjà été offert une partie du plan de charge dévolu normalement à DCNS.

Ce changement de paradigme, « fonctionnarisant » d'une certaine manière les détenteurs des entreprises du secteur naval privé, en les perfusant financièrement et en leur octroyant de l'activité, sans mise en concurrence, s'apparente en fait à des cadeaux en détournant la loi sur les aides directes.

C'est toute la logique du Pacte de responsabilité, de la loi Macron, du projet de loi El Kohmri, ... visant à nationaliser les trésoreries des entreprises, sans contrepartie, au motif de l'emploi qui se précarise pourtant toujours plus.

Rarement un tel scandale n'aura atteint ce paroxysme.

Pire, plus la ficelle est grosse, plus cela a tendance à passer. C'est d'ailleurs la marque de fabrique du Medef pour le grand patronat qui poursuit son ambition de rafler tout ce qu'il peut sur son passage, jusqu'à l'écœurement.

Dans l'opération STX, qui devient Kership Lorient et qui a déjà une antenne de maintenance navale à Keroman, l'Etat va jusqu'à garantir un volume d'activités qu'il soustrait de fait à sa propre entreprise, DCNS, pour justifier son sous dimensionnement et le plan social en cours.

En langage industriel, cela se nomme l'adaptation de la charge aux effectifs.

C'est bien le Ministre de la Défense, Président de Région et ex-maire le Lorient qui est à la manœuvre et qui comme « vrai » patron de DCNS poursuit son opération de démolition de cet outil national ancré sur les territoires.

Comment expliquer d'ailleurs qu'avec le contrat du siècle, « cet éléphant blanc » australien de ventes de sous-marins, DCNS poursuive son plan social et sa politique de sous effectifs ?

C'est pour justifier ce type d'opération et « servir les amis » du Président.

En réalité, contrairement à ce qui est en train de se dérouler sous les yeux de tout à chacun, les deux secteurs de la navale française ont besoin de reconquérir leurs missions premières pour répondre aux vastes défis que sont les enjeux maritimes.

Et quant à la question particulière du naval militaire, qui ne peut pas être traitée de la même façon qu'un quelconque commerce, c'est à un pôle public national de Défense qu'il faudrait répondre et non conforter un pôle privé avide profits immédiats et de taux de marge.

Une chose est par contre certaine, dans les deux cas, DCNS ou Kership Lorient, l'emploi est mis à mal alors que les besoins existent et que les ressources aussi.

Mais dans la navale, comme dans d'autres secteurs industriels, le grand patronat, avec la bienveillance de l'État, préfère le recours à la délocalisation inversée, c'est-à-dire le travail détaché.

Et la vie est belle mais pour certains seulement...

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils, en conscience, se lamenter, comme le fait le Président de Région, de ne, soi-disant, pas trouver de soudeurs en Bretagne ?

Rien que les chiffres de pôle emploi de Bretagne de 2015 font état d'un potentiel doublé par rapport aux offres d'emplois des employeurs. 1 soudeur sur 2, inscrit à pôle emploi, est donc au chômage en Bretagne.

Une telle démonstration pourrait également se faire sur l'application en Bretagne du plan 500 000 formations qui doivent se transformer en emplois durables et cela aussi pour l'ensemble des métiers de la navale.

A ce stade, la CGT interpelle sur ce qui pourrait être la prochaine étape.

Risque-ton d'assister à la mise à disposition du bassin numéro 2 de DCNS au profit de Kership ou de CMN d'ailleurs ?

Puisque là encore, il apparaît que les deux industriels, autrefois concurrents, se seraient entendus pour que les infrastructures du Rohu, et par extension du bassin lorientais, profitent à l'un ou à l'autre.

**Plus que jamais, la CGT appelle les salariés à se mêler de leurs propres affaires car ce sont avant tout, eux, les véritables experts du travail et de l'emploi.**

**Ils sont plus que jamais légitimes pour chiffrer, par eux-mêmes, les besoins en emplois durables pour imposer d'autres choix que ceux du financement, direct ou pas, du grand patronat par de l'argent public.**

**Le pire : cela se déroule sans mesure réelle de l'efficacité de la démarche déjà contestable.**

Rennes, le 24 mai 2016.